



Déclaration Liminaire au CTL/DRFIP 44 du 23 juin 2015

Madame la Présidente,

Le gouvernement mène une politique d'austérité. Toute son action vise à « réduire la dépense publique », c'est-à-dire les services publics. Nous le constatons âprement dans notre administration où l'on ne réfléchit plus à l'organisation du travail et aux missions que sous l'aune des suppressions d'emplois.

La retenue à la source annoncée récemment n'est pas une bonne idée pour faciliter la vie des contribuables, mais uniquement, et toujours, un moyen de réduire encore plus d'emplois aux finances publiques. Pour nous, la restructuration promise au 1^{er} janvier, comme les réductions d'horaires d'ouverture au public et les fermetures de trésoreries entrent aussi dans cette logique.

Le chômage explose dans le pays, pendant que nos collègues, mais aussi l'ensemble des agent-e-s des services publics sont surchargé-e-s de travail, nous marchons sur la tête !

Suite au dernier CTR, la dernière annonce du gouvernement nous concernant est la mise en place de contrats d'apprentissage pour « lutter contre le chômage des jeunes. »

Il s'agit là encore d'une réponse en trompe-l'œil, personne n'est dupe, pas même vous, Mme la Présidente : cela ne créera pas un seul emploi de plus à la DGFIP ! Qui plus est c'est encore une façon de s'attaquer au statut et au recrutement par concours dans notre administration. On ne s'attaque pas au chômage par des suppressions d'emplois, mais par des créations d'emploi (statutaire dans la fonction publique) et la réduction du temps de travail.

Que dire aussi des projets de nouvelles centralisations régionales de certains services, comme les services RH ?

Et dans le 44 ? Nous sommes déjà à la fin du mois de juin, la grande restructuration annoncée doit débiter au 1^{er} janvier 2016. Les discussions avancent lentement. Il ne reste que six mois avant sa mise en œuvre et nous sommes perplexes quant à sa réalisation dans les délais prévus par la Direction. Les réunions d'information sont loin d'avoir rassuré les collègues. Ils-Elles ont même été plutôt irrité-e-s par les discours à la fois imprécis et lénifiants des représentant-e-s de l'administration.

Alors oui, nous réaffirmons notre opposition à ces restructurations, mises en œuvre dans la précipitation et dont le but n'est ni d'améliorer les conditions de travail des agent-e-s, ni de rendre un meilleur service public aux usager-e-s.

Nantes, le 23/06/2015